

LETTRE OUVERTE À LA COMMISSION EUROPÉENNE**La Commission européenne doit imposer la transparence des filières d'approvisionnement en vêtements**

Les mauvaises conditions de travail et les violations des droits des travailleurs et des travailleuses sont des caractéristiques intrinsèques de l'industrie de l'habillement. En effet, elles ont été omniprésentes dans les opérations de cette industrie ces dernières décennies. Cette industrie se caractérise par des filières de production et de responsabilité complexes et opaques, composées de nombreux acteurs qui jouent un rôle important à différents niveaux de la production. Le manque de données accessibles publiquement sur ces filières d'approvisionnement constitue depuis longtemps un obstacle à l'amélioration des conditions de travail et du respect des droits humains.

Lorsque le Rana Plaza s'est effondré le 24 avril 2013, il était crucial d'identifier les enseignes et marques clientes des cinq usines hébergées dans le bâtiment pour établir leur responsabilité et garantir l'indemnisation des travailleurs blessés et des familles des travailleurs tués. Aux Etats-Unis et au Canada, où les organisations de défense des travailleurs ont accès à des bases de données d'importation publiques, il n'avait fallu que quelques heures pour identifier les entreprises clientes. Par contre, ni l'Union européenne, ni ses États membres n'étaient en mesure de fournir de telles informations. La seule façon d'identifier les entreprises européennes liées à la catastrophe fut de rechercher des étiquettes des marques dans les décombres. Cela doit changer.

Il est temps d'élaborer un smart mix associant une réglementation contraignante et une diligence raisonnable de la part des entreprises en matière de droits humains, conformément aux *Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme* et aux *lignes directrices de l'OCDE pour des filières d'approvisionnement responsables dans le secteur de l'habillement et de la chaussure*. À l'heure actuelle, différents États membres, dont les Pays-Bas, l'Allemagne et la France, développent des initiatives pour rendre la gestion des filières d'approvisionnement en vêtements plus responsable. Pour améliorer l'efficacité de ces initiatives, des mécanismes de renforcement sont nécessaires au niveau de l'Union Européenne. Ils doivent inclure au minimum la publication d'information qui permet de relier une entreprise aux différents acteurs de sa filière d'approvisionnement en vêtements.

La transparence de la filière d'approvisionnement renforce la capacité des entreprises d'identifier, d'évaluer, d'atténuer et de remédier aux impacts négatifs réels ou potentiels de leur activité sur les droits humains, comme l'exigent les *Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme*. Elle permet aux parties prenantes, telles que les travailleurs et travailleuses de l'habillement, les syndicats, les ONG ou les actionnaires, d'être actives dans le processus de diligence raisonnable de l'entreprise et permet à l'entreprise de montrer qu'elle respecte son devoir de diligence en matière de droits humains.

Certaines entreprises d'habillement ont volontairement publié des informations sur leur filière d'approvisionnement. Elles démontrent ainsi que cela ne porte pas atteinte à leur position concurrentielle. Elles y voient au contraire une valeur ajoutée dans une gestion plus responsable de leur filière d'approvisionnement. Néanmoins, la majorité des entreprises du secteur restent encore réticentes à l'idée de publier des informations sur les sites de production de leurs produits.

En tant que plus grand marché de consommation au monde, l'Union européenne est extrêmement bien placée pour mettre en place un cadre réglementaire visant les entreprises d'habillement qui opèrent sur son marché intérieur. Elle doit exiger de ces dernières la mise en œuvre d'une diligence forte en matière de droits humains et créer des mécanismes de renforcement des initiatives existantes ou émergentes en la matière. Les violations systématiques des droits des travailleurs et des travailleuses et des droits humains dans les filières d'approvisionnement en vêtements en font également un devoir moral.

Afin de renforcer la mise en œuvre concrète des droits humains et les initiatives de diligence raisonnable existantes, nous, les organisations signataires, appelons l'Union européenne à exiger que les entreprises publient régulièrement les noms, adresses et coordonnées de toutes les unités de production de leur filière d'approvisionnement, y compris les sociétés mères des unités de production.

Signataires:

achACT
ACRF - Femmes en milieu rural asbl

Belgium
Belgium

ActionAid	International
ActionAid France-Peuples solidaires	France
ACV-CSC	Belgium
ACV-CSC Metea	Belgium
Aktive Forbrugere	Denmark
ASCOFA- Asoc familiar para la Orientación al Consumo	Spain
Asociatia Nationala a Specialistilor in Resurse Umane - AUR	Romania
Buy Responsibly Foundation	Poland
Calcuta Onoan	Spain
Campagna Abiti Puliti	Italy
CCOO Euskadi	Spain
Christliche Initiative Romero	Germany
Clean Clothes Campaign	International
Clean Clothes Campaign Denmark	Denmark
CNCD-11.11.11	Belgium
CNE	Belgium
CNMS	Italy
Collectif Ethique sur l'étiquette	France
Coordinadora Estatal de Comercio Justo (CECJ)	Spain
Ecoconso	Belgium
Euskal Kontsumitzaileen Alkartea/Asociación de Personas Consumidoras y Usuarías Vasca	Spain
Ekumenická akademie	Czech Republic
Ethical Trade Finland	Finland
Ev. Kirche von Westfalen	Germany
European Trade Union Confederation (ETUC)	International
FAIR	Italy
Fair Action	Sweden
Fair Trade Advocacy Office (FTAO)	International
Fashion Revolution Belgium	Belgium
Federación Setem	Spain
FEMNET	Germany
FGTB CG	Belgium
FGTB fédérale	Belgium
FGTB wallonne	Belgium
Forum Feminista María de Maeztu	Spain
FOS	Belgium
Fundación Paz y Solidaridad	Spain
Future In Our Hands	Norway
Gresea	Belgium
Human Rights Watch	International
India Committee of The Netherlands (ICN)	The Netherlands
Industrial Union TEAM (Finland)	Finland
IndustriALL Europe	International
INKOTA	Germany
International Trade Union Confederation (ITUC)	International
International Corporate Accountability Roundtable (ICAR)	International
Jesuit European Social Centre - JESC	International
Kampagne für Saubere Kleidung (CCC Germany)	Germany
La marche mondiale des Femmes	Belgium
Labour Behind the Label	United Kingdom
LBC-NVK	Belgium
Le Monde selon les Femmes	Belgium
Los Martes Al Sol	Spain
MANI TESE	Italy
MEDICUS MUNDI ALAVA	Spain
MOC	Belgium
Nazemi	Czech Republic
Netwerk Bewust Verbruiken	Belgium

Novi sindikat	Croatia
Observatorio de RSC	Spain
Oxfam MDM	Belgium
Oxfam-Solidarité	Belgium
Plate-Forme pour le Commerce Equitable (PFCE)	International
Polish Institute for Human Rights and Business	Poland
Schone Kleren Campagne	Belgium
Service Union United PAM	Finland
SETCA	Belgium
Solidarité mondiale - WSM	Belgium
Solidarité socialiste	Belgium
SOLIDAR	Belgium
SOMO	The Netherlands
SÜDWIND	Germany
Test-Achats	Belgium
Trade Union Pro	Finland
Trade Union Solidarity Centre of Finland (SASK)	Finland
Vereinte Ev. Mission	Germany
World Fair Trade Organization – Europe (WFTO-Europe)	International
11.11.11	Belgium